



## **Baisse des aides au logement de 5 euros**

### **Une mesure injuste !**

Le gouvernement a annoncé la semaine dernière vouloir baisser le montant des aides au logement (APL, ALF et ALS) de 5 euros mensuels.

Si Cette décision se mettait en place, elle impacterait 6,5 millions de ménages dont 800 000 étudiants et aurait des conséquences néfastes sur leur pouvoir d'achat. Une fois de plus, le gouvernement s'attaque aux plus démunis pour abonder les caisses de l'Etat de 140 millions d'€. Et ceci au même moment où il annonce une baisse de l'impôt sur la fortune pour les plus riches de 4 milliard d'euros.

Le gouvernement par la voix de Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics a précisé que le logement fait partie des politiques publiques qui doivent gagner en efficacité budgétaire par rapport au niveau de dépenses publiques.

Le logement fait partie des sujets qui selon le 1<sup>er</sup> ministre doivent être réformés en priorité en 2018. Une loi doit être préparée en ce sens à l'automne. « Faire moins pour faire mieux » est le crédo mis en avant !

Alors que le nombre de mal logés ne cesse de croître, que le niveau des expulsions sans solution de relogement n'a jamais été aussi élevé, que le logement est le 1<sup>er</sup> poste de dépense des ménages, le gouvernement entend une nouvelle fois rogner sur les droits des citoyens.

Il y a urgence à réorienter les choix budgétaires et trouver des financements nouveaux pour le logement social tout en contribuant à l'aide, à l'accession, à la propriété.

Il y a nécessité de réorienter l'aide à la personne vers l'aide à la pierre ce qui permettrait de baisser le niveau des loyers et ainsi améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

Le décret en Conseil d'Etat consacrant la baisse du montant des aides au logement ne doit pas voir le jour !

Une raison de plus pour se mobiliser fortement le 12 septembre 2017.

Montreuil, le 25 juillet 2017.